

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, toutes les consultations appropriées seront faites et, d'ailleurs, elles sont déjà commencées.

LE CONSEIL DES ARTS DU CANADA

QUESTION RELATIVE À L'AUGMENTATION DE CERTAINES SUBVENTIONS

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Le Conseil des arts du Canada vient de porter les subventions au titre de l'aide à l'édition et aux rencontres et échanges d'universitaires de \$119,300 à \$800,000, ajoutant que d'autres subventions seraient annoncées ultérieurement. L'honorable ministre nous dirait-il si le programme d'austérité permet cette augmentation de subventions?

M. l'Orateur: Comme cette question me semble de nature à soulever un débat, je ne crois pas qu'elle soit recevable en ce moment.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA RÉFORME AU YUKON ET DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

[Traduction]

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Pourrait-il dire à la Chambre s'il se propose de faire une déclaration au sujet de la réforme constitutionnelle et administrative de la justice au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Je n'y songeais pas, mais aujourd'hui j'ai informé simultanément Ottawa, Yellowknife et Whitehorse du consentement du gouvernement fédéral à négocier avec les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest le transfert graduel de l'administration de la justice aux gouvernements territoriaux, sauf pour le poste de procureur général, à la condition que le transfert de ces fonctions amène aussi la négociation d'accords généraux et financiers entre les territoires et le gouvernement fédéral.

M. Nielsen: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Puisque le ministre a exposé ces intentions et que demain nous aurons un débat au sujet des politiques gouvernementales sur la mise en valeur du Nord et le développement constitutionnel en général, le ministre fera-t-il demain une déclaration à l'appel des motions pour lancer le débat?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Merci pour la fuite.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous dire s'il serait disposé à faire cette déclaration demain matin?

L'hon. M. Turner: L'honorable député du Yukon que je suis heureux de voir ici souhaite me pousser à faire une déclaration à l'appel des motions. Ce serait peut-être le bon moment de participer au débat. Je voudrais consulter mon collègue le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M. Nielsen: Je voulais simplement être sûr que le ministre ne filerait pas demain à Harrison Hot Springs.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

L'EMBAUCHAGE DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Je voudrais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. A-t-il fait enquête sur les procédés de la Devco qui engage des employés d'outre-mer, car il y a des hommes compétents au Cap-Breton qui peuvent faire ce travail et qui l'ont fait pendant des années.

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je n'ai pas fait enquête à ce sujet, monsieur l'Orateur, car je n'en savais rien. Le député pourrait-il me fournir des renseignements?

Une voix: C'est vous le ministre; réveillez-vous.

LE PÉTROLE

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, hier, j'ai posé au premier ministre une question relative à la politique gouvernementale sur l'industrie pétrolière. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est ici je pourrais peut-être lui adresser la même question. Le gouvernement canadien entend-il maintenant proposer et préconiser une politique pétrolière à l'échelle continentale et les États-Unis ont-ils laissé entendre qu'ils envisageaient eux aussi d'un œil favorable l'idée d'une action concertée avec le Canada?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Depuis que le premier ministre en a pris l'initiative, les 24 et 25 mars, lors d'une réunion avec le prési-